

Arrêté N° 2019_04202_VDM

**SDI - ARRÊTÉ PORTANT L'INTERDICTION D'OCCUPATION DE L'APPARTEMENT DROIT
REZ-DE-CHAUSSÉE EN FOND DE COUR DE L'IMMEUBLE SIS 36, RUE D' ORANGE - 13003
MARSEILLE**

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2212-4,
Vu le rapport des services municipaux de la Ville de Marseille en date du 06 décembre 2019 relatif
à la situation de l'immeuble sis 36, rue d'Orange - 13003 Marseille.

Considérant qu'aux termes de l'article L. 2212-2 du CGCT, « la police municipale a pour objet
d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment [...] 5°
Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des
secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature,
tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de
rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les
épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de
provoquer l'intervention de l'administration supérieure » ; que l'article L. 2212-4 du CGCT précise
qu' « en cas de danger grave ou imminent, tel que les accidents naturels prévus au 5° de l'article L.
2212-2, le maire prescrit l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ».

Considérant l'avis des services municipaux suite à la visite du 06 décembre 2019, soulignant les
désordres constatés au sein de l'immeuble sis 36, rue d'Orange - 13003 Marseille, concernant
particulièrement les pathologies suivantes :

- Affaiblissement et effondrement partiel du plancher haut de l'appartement situé au rez-de-
chaussée à droite dans le bâtiment en fond de cour

Considérant que le syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 36, rue d'Orange - 13003
Marseille est pris en la personne du [REDACTED]

Considérant qu'il y a lieu, dans l'attente de la nomination d'un expert désigné par le Tribunal
administratif, de prendre les mesures immédiates et appropriées afin de garantir la sécurité des
occupants et du public,

Considérant qu'en raison des désordres constatés au sein de l'immeuble sis 36, rue d'Orange -
13003 Marseille et des risques graves concernant la sécurité du public et des occupants de cet
immeuble, il appartient au Maire, au titre du danger immédiat, de prendre des mesures provisoires
et de prescrire l'évacuation de l'appartement rez-de-chaussée droit en fond de cour de cet
immeuble, ainsi qu'une interdiction d'habiter et d'occuper assortie d'un périmètre de sécurité

devant l'immeuble, si nécessaire.

ARRÊTONS

Article 1 Pour des raisons de sécurité liées à un danger grave et imminent, compte tenu des désordres constatés au sein de l'appartement rez-de-chaussée droit en fond de cour de l'immeuble sis 36, rue d'Orange - 13003 Marseille, celui-ci doit être immédiatement et entièrement évacué par ses occupants.

Article 2 Les accès à l'appartement interdit doit être immédiatement neutralisé par tous les moyens que jugera utile le propriétaire.
Ceux-ci ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

Article 3 Cet arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble, ainsi qu'en mairie, et notifié au syndicat des copropriétaires pris en la personne du [REDACTED]

Il sera également publié au Recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille et transmis au contrôle de légalité.

Article 4 Pour faire appliquer les mesures prévues aux articles du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir, en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 5 Ampliation de cet arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, à Monsieur le Préfet de Police, à Monsieur le Procureur de la République, à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ainsi qu'au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et au Bataillon des Marins Pompiers.

Article 6 Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Préfet de Région et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de l'accomplissement des formalités de publicité par la Ville de Marseille.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 6 décembre 2019